



**ACEP**  
Association canadienne  
des employés professionnels

# MOB!

vol. 2, éd. 1 - fév. 2016

Le bulletin de mobilisation de l'ACEP

## DANS CE BULLETIN

2

On peut  
respirer  
d'aise?

3

Reconstruire le mouvement  
syndical

4

5

Un vent de  
changement

6

L'ACEP  
évolue

## MAINTENANT QUE LES CONSERVATEURS SONT PARTIS, ON PEUT ENFIN RELAXER...

Finalement, les Conservateurs et leur ordre du jour  
qui minait la fonction publique et antisyndical sont  
partis. On peut respirer d'aise, n'est-ce pas?

Pas tout à fait!

Bien entendu, on peut présumer que les  
plus virulentes attaques entreprises par  
l'ancien gouvernement ont cessé. On peut  
se réjouir que les Libéraux aient pris  
l'engagement d'abroger les lois sur la  
« transparence » des syndicats (projet  
C-377), les portions du C-59 qui permettent  
au gouvernement de contourner la  
négociation collective en ce qui a trait aux  
congrés de maladie et sur le processus  
d'accréditation dans le secteur public  
fédéral (C-525).

Ce sont des signes positifs.

suite à la page 2





Mais les Conservateurs ont laissé derrière eux un héritage législatif qui ne sera pas largué du jour au lendemain. Ils ont modifié le régime de négociation et ont retiré l'arbitrage du panier d'outils pouvant être utilisés, forçant les groupes EC et TR à prendre la voie de la conciliation, assortie du droit de grève lors de la ronde actuelle. Les Libéraux ont promis de retirer certains aspects de la Loi C-4, mais rien ne garantit qu'ils ramènent l'arbitrage pour cette ronde ou dans l'avenir.

Quant aux congés de maladie, les signaux sont plus flous. Ici encore, il semble que le nouveau gouvernement ne va pas imposer unilatéralement le régime concocté par les Conservateurs. Mais les premiers signaux laissent croire que le gouvernement actuel veut tout de même « moderniser » le régime actuel. Lorsque le mot « moderniser » est utilisé, c'est toujours inquiétant. Reste à voir quelle sera la place laissée à la négociation pour atteindre cette modernisation.

### **Une fonction publique écrasée**

Mais surtout, des années conservatrices il reste une lourde chape de plomb sur l'ensemble de la fonction publique, écrasée sous la peur et le mépris. Heureusement, les Libéraux ont annoncé la fin de la « guerre contre la science » et déclaré qu'ils veulent que la fonction publique puisse, sans crainte, fournir des avis impartiaux basés sur des faits probants. Mais la peur de déplaire au maître, les années où les fonctionnaires étaient muselés ne vont pas faire place du jour au lendemain à une collaboration libre de contraintes.

Voilà pourquoi la présidente de l'ACEP entend rencontrer plusieurs ministres et députés libéraux, dont le président du Conseil du Trésor, afin de leur demander de multiplier les signaux envoyés à la fonction publique que les années noires sont révolues et qu'une ère de collaboration commence. Bien entendu, ces signaux devront également être suivis de mesures concrètes. Pour l'instant, le gouvernement s'est attelé à mettre en place son programme de baisses d'impôt. Nous verrons en ce début d'année ce qu'il entend faire concrètement pour la fonction publique.

L'ACEP va donc maintenir la pression et continuer à travailler avec les autres syndicats de la fonction publique. Pour s'assurer que le nouveau gouvernement tienne ses promesses. Pour faire en sorte que la négociation en cours permette d'aboutir rapidement à une nouvelle convention qui maintiendra les conditions de travail, tout en permettant d'améliorer des enjeux comme le remplacement de revenu durant des congés de maladie et de protection du travail professionnel que vous faites à titre d'employés du secteur public.

Tout au long de 2016, nous aurons besoin de votre appui. Afin de rappeler ses promesses au nouveau gouvernement. Afin de démontrer que vous souhaitez une résolution rapide de nos négociations. Et pour redonner à la fonction publique canadienne la place qu'elle doit occuper au sein d'une société moderne et progressive.

## RECONSTRUIRE LE MOUVEMENT SYNDICAL



*Voici le troisième d'une série de trois articles consacrée au rôle historique des syndicats au Canada, et aux défis que doit relever le mouvement syndical dans le monde d'aujourd'hui. Le premier article portait sur le rôle historique important qu'ont joué les syndicats dans la création d'un Canada plus juste et plus égalitaire (Bulletin de mobilisation n° 4); le deuxième examinait les attaques que subissent depuis longtemps les droits des travailleurs, en particulier dans le secteur public (Bulletin n° 6). Dans le présent article, nous affirmons que, même avec un gouvernement plus conciliant au pouvoir, l'ACEP et les autres syndicats de la fonction publique doivent continuer à développer leur capacité à rétablir les gains du passé.*

Depuis les années 1980, les syndicats des secteurs public et privé font l'objet d'attaques assez virulentes visant leurs droits à la négociation collective, de la part des employeurs et des gouvernements, toutes tendances politiques confondues. Ces attaques, qui ont ébranlé les fondations du contrat social né de l'ordre de l'après-guerre, se sont produites aussi bien à l'échelle provinciale qu'à l'échelle fédérale (voir la note). La récente victoire d'un gouvernement qui a promis d'éliminer certains éléments de la législation du travail régressive en vigueur ces dernières années nous permet d'être optimistes – tout en demeurant prudents. Mais on ne sait toujours pas jusqu'où ce gouvernement va aller (par exemple, on ne sait pas vraiment s'il va rétablir le droit à l'arbitrage). Va-t-il pouvoir résister aux pressions économiques et au pouvoir du monde des affaires pour contrôler la majeure partie de ses priorités stratégiques? Que se passera-t-il dans quatre ans? Les droits des travailleurs subissent des attaques depuis longtemps,

et il est clair que, pour renverser la vapeur, il faudra absolument que le mouvement syndical retrouve toute sa vigueur.

**Comment réagir : stratégies politiques et juridiques**

Les syndicats ont réagi aux attaques systématiques contre les droits des travailleurs en adoptant diverses stratégies, témoignant ainsi du fait que l'offensive contre les syndicats ne se limitait pas au milieu de travail, mais revêtait une dimension politique à plusieurs volets. Dans le monde politique, les syndicats ont fait campagne contre les gouvernements réactionnaires, souvent en collaboration avec d'autres groupes. Dans le passé, de nombreux syndicats ont officiellement appuyé le NPD, même si ce soutien a commencé à décliner dans les années 1990 et au début des années 2000, quand de nombreux gouvernements provinciaux néo-démocrates se sont mis à réduire les dépenses et à nuire aux droits des travailleurs. Les bureaux nationaux des syndicats ont alors préconisé de plus en plus souvent un vote stratégique lors des élections. Par exemple, à l'occasion de la dernière élection fédérale, la campagne de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, *Votez pour stopper l'hémorragie*, encourageait les électeurs à voter pour les candidats qui s'opposaient à d'autres restrictions et cherchaient à rétablir les services publics. Même si de telles campagnes envoient un message fort, affirmant que les partis socio-démocrates ne doivent pas considérer la défense des travailleurs comme un fait établi, elles ne permettent pas vraiment de renforcer la capacité organisationnelle et la confiance des syndicats à long terme. Par ailleurs, l'efficacité réelle du vote stratégique n'est pas assurée.

■ suite à la page 4



On a également adopté des stratégies juridiques pour défendre des droits des travailleurs contre les actions des employeurs et des gouvernements. Dans le passé, ces stratégies se sont souvent soldées par des échecs. Par exemple, depuis près de 30 ans, la jurisprudence a établi que la liberté d'association, garantie par la Charte canadienne des droits et libertés, ne protégeait pas les activités liées aux grèves. Par contre, comme un signe des temps, la Cour suprême a récemment jugé inconstitutionnelle une loi de la Saskatchewan qui interdisait aux fonctionnaires de faire grève. Dans l'arrêt *Saskatchewan Federation of Labour c. Saskatchewan* (janvier 2015), la Cour suprême du Canada a décidé, pour la première fois, que le droit de grève des travailleurs canadiens leur était conféré par la Constitution. Mais les stratégies juridiques ont également leurs limites, parce que les procès peuvent être longs et leur issue, incertaine. Mais surtout, les membres des syndicats ne participent généralement pas à ces poursuites, qui ne renforcent pas vraiment leur pouvoir collectif et leur capacité à réagir aux attaques immédiates.

### Revenir aux traditions : forger un pouvoir collectif

Après trente ans d'attaques contre les travailleurs, pour rétablir une société plus équitable et plus égalitaire, il faudra davantage qu'un vote stratégique ou la contestation de projets de loi. En fait, les victoires

syndicales passées étaient fondées sur des actions de masse, menées par des travailleurs solidaires les uns des autres; pour qu'une stratégie soit couronnée de succès, il faudra une fois encore revoir plus en profondeur l'équilibre des pouvoirs dans notre société. Les gouvernements de toutes allégeances vont continuer à céder aux pressions des lobbys du milieu des affaires et de l'élite économique, en l'absence de coalitions fortes regroupant des syndicats et des groupes de citoyens qui cherchent à défendre les intérêts des Canadiens ordinaires. L'ACEP doit se joindre à un mouvement syndical et de justice sociale de plus grande ampleur et contribuer à ces efforts collectifs – pas seulement pour garantir les droits de ses membres, mais aussi pour favoriser l'instauration d'une société plus équitable.

### Références

Ross, Stephanie, Larry Savage, Errol Black et Jim Silver. *Building a Better World: An Introduction to the Labour Movement in Canada*, Halifax, Fernwood Publishing, 2015.

Canadian Foundation for Labour Rights. *Restrictive labour laws in Canada*, <http://labourrights.ca/issues/restrictive-labour-laws-canada>

Note : Par exemple, selon la *Canadian Foundation for Labour Rights*, depuis 1982, les parlements fédéral et provinciaux ont adopté 46 textes de loi qui suspendaient les droits à la négociation collective des fonctionnaires.

## NOUS VIVONS DANS L'AVENIR!

Recevez en tout temps les nouvelles de votre syndicat : aimez-nous sur Facebook et suivez-nous sur Twitter!

 [facebook.com/acepcape](https://facebook.com/acepcape)

 [@acep\\_cape](https://twitter.com/acep_cape)



## DES JEUNES DE L'ACEP LANCENT UN DÉBAT SUR LES COTISATIONS



Un changement se prépare! En novembre dernier, 59 % des membres ont indiqué qu'ils étaient ouverts à l'idée que l'ACEP étudie des options relativement à une structure de cotisations progressive. Très prochainement, on demandera aux membres de prendre une décision qui pourrait rendre notre syndicat plus équitable pour tout le monde.

La résolution a été déposée par deux membres du Comité consultatif des jeunes membres, Wayne Fan et Maggie Simpson.

« Ce fut très gratifiant, a déclaré M. Fan au sujet de l'adoption de la résolution. Nous avons constaté qu'il y a beaucoup de soutien à l'égard de cette résolution; toutefois, 40 % des membres ont voté contre. »

M. Fan et Mme Simpson espèrent atteindre ce groupe de votants pendant que le processus se poursuit, afin d'accroître davantage l'appui à l'égard d'une structure de cotisations progressive.

« Je crois que certaines personnes étaient réticentes, mais pas nécessairement opposées à l'idée. Ces personnes veulent plus de détails; elles veulent voir les chiffres et savoir quelles seront les répercussions sur chaque niveau », a expliqué M. Fan.

« C'est ce que nous ferons ensuite, dans le cadre de l'assemblée générale extraordinaire; nous irons à la racine des choses et nous offrirons les options. »

L'ACEP a invité tout le monde à la réunion de février pour discuter et débattre au sujet des options. Finalement, les membres ont voix au chapitre au sujet de celle qui leur sera présentée en vue d'un vote final. De nombreux syndicats, notamment

l'Association des juristes de justice et l'Association professionnelle des agents du service extérieur, possèdent déjà des structures de cotisations progressives qui ont fait leurs preuves; tous les employés paient la même proportion de leur salaire. En revanche, selon la structure fondée sur un taux fixe de l'ACEP, nettement différente, les employés de niveau d'entrée paient un pourcentage beaucoup plus important de leur salaire – qui peut atteindre 1,19 %, comparativement à 0,54 % pour les employés des échelons supérieurs.

« Je crois que si d'autres syndicats peuvent le faire, pourquoi ne le pourrions nous pas? »

M. Fan, dont la première interaction avec l'ACEP a eu lieu dans le cadre d'une réunion du Comité consultatif des jeunes membres, a affirmé qu'il avait décidé de s'impliquer auprès du syndicat parce qu'il jugeait que celui-ci en décalage avec les jeunes membres.

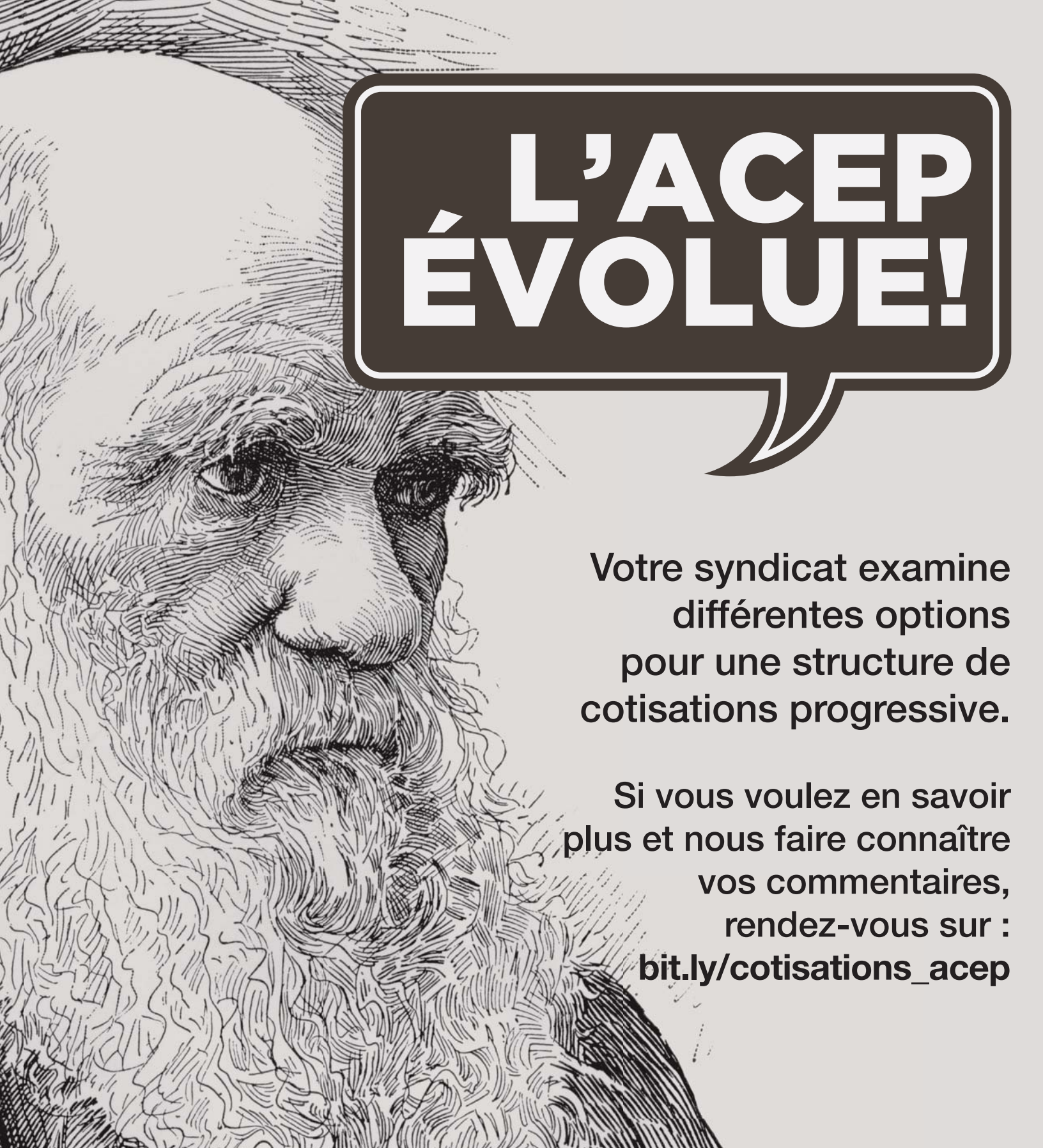
« J'estimais que deux options s'offraient à moi : accepter la situation et ne rien faire ou m'impliquer davantage, c'est à dire faire avancer les choses, nouer des liens et obtenir un résultat qui, je l'espère, profitera d'une manière équitable à tout le monde. »

Il est heureux de communiquer ce message aux autres membres de l'ACEP.

« J'encouragerais chacun à s'impliquer davantage auprès du syndicat. Si quelque chose ne vous convient pas – et que vous croyez pouvoir améliorer la situation, il existe un moyen de changer les choses. »

« Il s'agit de s'impliquer davantage. »





# L'ACEP ÉVOLUE!

Votre syndicat examine  
différentes options  
pour une structure de  
cotisations progressive.

Si vous voulez en savoir  
plus et nous faire connaître  
vos commentaires,  
rendez-vous sur :  
[bit.ly/cotisations\\_acep](http://bit.ly/cotisations_acep)

**ACEP**  
Association canadienne  
des employés professionnels



**CAPE**  
Canadian Association  
of Professional Employees